

"Les Britanniques arrivent" dans Süddeutsche Zeitung

Légende: Le 30 juin 1970, s'ouvrent à Luxembourg les négociations entre les Six et les quatre pays candidats à l'adhésion. Commentant l'événement, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung analyse la portée de la demande britannique d'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; Herausgeber Proebst, Hermann. 29.06.1970, Nr. 154; 26. Jg. München: Süddeutscher Verlag GmbH. "Wenn die Briten kommen", auteur:Proebst, Hermann , p. 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_britanniques_arrivent_dans_suddeutsche_zeitung-fr-eod95161-07ed-4065-be54-a6a01b8fe39c.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



Les Britanniques arrivent

par Hermann Proebst

Demain, les «candidats à l'adhésion», c'est-à-dire les gouvernements de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Norvège et de l'Irlande, feront pour ainsi dire leur visite d'introduction à Luxembourg. Les Six de la Communauté économique européenne échangeront avec eux des déclarations d'intention polies. Un dîner de gala les attend aussi. Et pourtant, toute cette agitation solennelle ne permettra pas d'abrégier le chemin passant nécessairement par les négociations qui commenceront le 21 juillet lors de la première session de travail à Bruxelles. Nous sommes encore loin d'une adhésion.

Parmi les candidats, la Grande-Bretagne occupe une place particulière pour deux raisons. Tout d'abord, parce que ce n'est pas la première fois qu'elle joue ce rôle, mais qu'elle a déjà fait l'expérience amère d'une tentative vouée à l'échec dès le départ. Qu'elle tente sa chance encore une fois présuppose beaucoup de patience et d'ambition. D'autre part, il n'a pas dû être facile pour la Grande-Bretagne de mettre en jeu la position de leader qu'elle a effectivement occupée parmi les États réunis au sein de la zone de libre-échange de l'AELE, dans une partie dont l'issue est encore incertaine.

La ténacité avec laquelle Londres suit la trace de ses premiers pas vers Bruxelles est d'autant plus surprenante qu'il s'agit, aujourd'hui comme alors, d'une politique purement gouvernementale, qui n'a jamais pu devenir populaire. Aucun des grands partis n'a jugé opportun, lors de la récente campagne électorale, d'inscrire l'Europe sur leur bannière, car Wilson aussi bien que Heath savaient que cela ne leur permettrait guère de gagner des voix. Se déclarer «Européen» est resté une question de mode et le signe distinctif de certains milieux exclusifs; pour les grandes masses, ce continent, qui est lointain pas seulement du point de vue géographique, ne signifie pas grand-chose.

Jusqu'à présent, il semble que les gouvernements britanniques, soucieux de présenter toutes les conditions et toutes les conséquences d'une adhésion de façon suffisamment claire et objective pour éviter ultérieurement tout reproche de tromperie, n'aient pas «vendu» avec profit leur propre politique européenne. En tout cas, le livre blanc publié par le cabinet Wilson a convaincu précisément ceux de ses adversaires qui avaient depuis toujours mis en garde contre des liens trop étroits avec le Marché commun – aux dépens des débouchés dans le Commonwealth. Il a surtout réussi à déclencher pleinement l'effet de dissuasion de ce «monstre» difficile à cerner, terme utilisé même par notre expert Höcherl lors de la réunion germano-britannique à Cambridge pour qualifier le système communautaire de financement de l'agriculture. Pour les ménagères britanniques, la question incompréhensible du marché agricole se réduit à un renchérissement sensible des principales denrées alimentaires, et c'est cela qu'elles redoutent le plus.

Le nouveau Premier ministre, Edward Heath, peut être considéré à juste titre comme un vétéran de la politique européenne. C'est lui qui avait mené les négociations à Bruxelles avec beaucoup d'habileté, comme tous alors l'avaient confirmé. Il a vu aussi comment de Gaulle a claqué la porte au nez des Britanniques en leur disant qu'ils n'étaient «pas encore mûrs». Tandis qu'il n'a jamais été possible de comprendre clairement ce qui avait déclenché la reconversion de Wilson en faveur d'une politique européenne, qu'il avait passionnément refusée, voire combattue jusque-là, Heath est toujours resté ferme dans son attitude. Le fait qu'il ait chargé Anthony Barber de la tâche délicate qu'il avait lui-même tenté de résoudre sous Macmillan, montre clairement combien il souhaite parvenir cette fois-ci au résultat souhaité, maintenant qu'il est à la tête d'un cabinet d'«Européens». En effet, Barber est non seulement son homme de confiance et un bon Européen, mais aurait pu aussi, après son triomphe en tant que directeur de la campagne électorale du parti conservateur, briguer n'importe quel «poste classique au sein du cabinet».

Il semble donc que les Britanniques soient fermement décidés. Certes, on l'a déjà dit à maintes reprises, et il est certain que Wilson savait, lui aussi, de quoi il parlait lorsqu'il a pensé pouvoir mobiliser le marché et les réserves de capitaux de deux cents millions d'Européens pour sauvegarder la puissance technologique de la Grande-Bretagne dans la concurrence accrue avec l'Amérique et l'Union soviétique. Personne ne peut dire dès maintenant quelle sera désormais sa position, en tant que dirigeant de l'opposition, sur la question européenne. Et il se pourrait très bien que le gouvernement doive compter ici avec une résistance passive qui

serait encore renforcée par la vingtaine de voix dont dispose l'adversaire conservateur de l'Europe, Enoch Powell, à la Chambre des Communes. Mais Heath et ses amis ont encore à leur actif une conviction fondamentale qui était plutôt étrangère à Wilson; ils estiment que la Grande-Bretagne doit absolument être présente à la construction de l'Europe, et qu'elle doit être présente le plus tôt possible dans une position *dirigeante*, avec la France et aux côtés de la France. Évidemment, il s'agit là encore une fois, pour l'instant, de la politique du gouvernement, et personne ne peut dire si et jusqu'où le peuple anglais voudra l'accompagner.